

LA SAGESSE D'UN PROVERBE...

Guerra di classe - n°8 - 1^{er} février 1937

Le *Conseil Fédéral Suisse* fut le premier à inaugurer au nom de la «neutralité» le régime des persécutions contre les amis de la libre Espagne, voulant par cette attitude servile et réactionnaire rendre hommage à l'ogre de Berlin et celui de Rome.

Une clameur de scandale s'éleva alors des synagogues de la social-démocratie. Et les adorateurs de Staline protestèrent avec véhémence.

Bientôt après, le Gouvernement belge, qui comprend des ministres social-démocrates, refoula le Chanoine Gallegos et le Père Lobo, prêtres catholiques coupables seulement d'avoir déclaré dans des réunions privées, leur solidarité avec le gouvernement légal de l'Espagne.

Ce fut ensuite le gouvernement anglais, sortant de la poussière des siècles une loi de 1870 punissant l'enrôlement des Anglais dans les milices étrangères.

Les États-Unis, à leur tour, vinrent remettre sur le tapis une loi de 1811 interdisant aux citoyens nord-américains de s'enrôler à l'étranger.

Enfin, le gouvernement français obtint de la Chambre les pleins pouvoirs pour entourer l'Espagne républicaine d'un «*cordon sanitaire*» contre l'afflux de volontaires étrangers. Et ces pouvoirs, il les reçut des groupes parlementaires socialiste et communiste. L'attitude des socialistes n'a rien de surprenant. Elle coïncide avec la position du *Populaire* et ne fait que la confirmer. Mais l'attitude des communistes constitue un «*revirement*» scandaleux.

Les communistes anglais avaient protesté contre le blocus des volontaires. Ted Bamales, chef de la section londonienne du *Parti Communiste* anglais, avait déclaré dans un de ses discours le 11 novembre dernier:

«Pour chaque soldat allemand en Espagne, nous enverrons un ancien combattant anglais. C'est notre réponse à la décision prise par le gouvernement d'empêcher le départ de volontaires pour l'Espagne».

Et *l'Humanité*, à la nouvelle que le gouvernement français avait l'intention d'interdire l'enrôlement des volontaires, éclatait en protestations répétées. Geste platonique de la part des dirigeants sociaux-démocrates et staliniens français, solidaires jusqu'au bout du gouvernement-éteignoir et de l'homme-au-truche.

Le *Petit Parisien* du 15 décembre annonçant un «*renforcement du contrôle*» de la part de la France, Gabriel Péri écrivait dans *L'Humanité*:

«Le Petit Parisien est le moniteur officiieux du Quai d'Orsay. Nous voudrions savoir si le plan qu'il annonce a, comme l'indique le Petit Parisien, l'approbation de M. Delbos. Nous voudrions savoir s'il a l'approbation du Président du Conseil. Sinon, nous voudrions lire le plus vite possible un démenti».

Au lieu d'un prompt démenti, *Le Populaire* du 8 janvier écrivait:

«*Nous croyons qu'il n'y aurait aucun inconvénient à adopter l'avis du gouvernement allemand qui propose, dans sa réponse, d'éloigner d'Espagne tous les étrangers prenant part aux combats, y compris les agitateurs et propagandistes politiques, dans le but de rétablir l'état de choses existant au mois d'août 1936*».

Et il concluait :

«*Il ne faut pas perdre de temps en faisant inutilement le procès des intentions en essayant de découvrir les «pièges» qu'il peut y avoir dans les réponses de Berlin et de Rome. Il existe un moyen certain pour vaincre toutes les difficultés. C'est celui d'appliquer et de faire appliquer par tous la politique de non-intervention en Espagne; d'éliminer de l'Espagne tous les combattants non espagnols. Il faut le faire et faire vite*».

Avec Péri, Cachin, Vaillant-Couturier et C^{ie} protestèrent. Mais Moscou intervient au gouvernail. Et qui se solidarise aussitôt au nom du groupe parlementaire communiste, avec le «*bloc*» blumiste? Ce fut précisément Péri, celui qui avait soutenu avec le plus de rigidité et de véhémence que la France devait avoir une politique ouvertement marquée en faveur de la République espagnole. Les pitres et des idiots du bolchévisme valent les pitres et idiots de la social-démocratie. Le groupe parlementaire socialiste a piétiné la dernière résolution des Comités exécutifs de l'I.O.S. et de la F.S.I. qui déclare:

«*...que la conservation de la paix, qui est le bien suprême des travailleurs de tous les pays et, par conséquent, la première des préoccupations des gouvernements à direction ou à participation socialiste, ne peut être assurée qu'à la condition que la démocratie oppose une attitude décidée au chantage et aux menaces fascistes*».

Le groupe parlementaire communiste de son côté a démenti entièrement une infinité de déclarations explicites contre la «*neutralité*» française, déclarations faites dans ses meetings et publiées dans les journaux officiels du parti, *L'Humanité* en premier lieu.

La non-intervention fait le jeu de Hitler et de Mussolini, donc celui de Franco. La note anglaise et la note française proposant aux gouvernements allemands et italiens d'arrêter l'envoi de volontaires en Espagne remontent au 3 décembre 1936. La réponse italo-allemande est du 7 janvier. Trente-cinq jours de... méditations, trente-cinq jours d'envoi massif d'hommes et de matériel de guerre à Franco!

Le gouvernement italien a enrôlé les «*volontaires*» au moyen d'ordres envoyés par les districts militaires; il a dirigé vers l'Espagne, en employant la force, des hommes enrôlés pour travailler en Ethiopie; il a concentré dans des casernes les volontaires pour l'Espagne; il a même employé des condamnés de droit commun pour grossir les rangs des volontaires; il a créé des concentrations de forces expéditionnaires à la Spezia, Eboli, Salerno et Cagliari; et il les a transportés sur des navires de l'État jusqu'au Maroc espagnol.

Après les bombardements effectués en territoire espagnol par des avions italiens, ayant pour base le champ d'aviation de Elmas, après l'occupation de Majorque, on possède tous les éléments de preuves pour constater que l'Italie est intervenue militairement dans la guerre civile espagnole. Mussolini n'a nullement l'intention de renoncer à l'Espagne. *Roma fascista* n'hésite pas à déclarer: «*Nous combattons et nous vaincrons en Espagne*». *Il Giornale d'Italia* laisse entendre que le contrôle français des voies d'accès en Espagne du côté de la terre sera virtuel. Hitler et Mussolini demandent aux gouvernements anglais et français des choses impossibles: comme par exemple de supprimer la propagande en faveur de l'Espagne et d'éloigner d'Espagne tous les antifascistes étrangers.

La mauvaise foi de Mussolini et de Hitler apparaît avec autant d'évidence que la prudente stupidité de Blum. Mussolini, au mépris de tout droit international, a envoyé en Espagne au moins 20.000 hommes et il y a en outre en Espagne (d'après *l'Ami du Peuple* et *l'Écho de Paris*) au moins 30.000 soldats allemands. Le gouvernement italien et le gouvernement allemand continueront à envoyer des hommes, des armes et des munitions, quels que soient les engagements pris.

La «*neutralité*» anglo-française a été, est et sera toujours une hypocrite intervention en faveur du fascisme espagnol, allemand et italien.

Accepter le blocus de contrôle, cela équivaut à mettre sur le même plan le gouvernement loyal et une armée de factieux, cela équivaut à mettre l'Europe dans ce dilemme: la guerre ou le triomphe du fascisme. Et le triomphe du fascisme c'est la guerre inévitable dans un lendemain très proche.

La politique blumiste n'a jamais eu une ligne d'action nette et cohérente parce qu'elle est dominée par la peur et par la tendance au compromis. C'est une politique social-démocratique.

Le *Parti Communiste français*, en adhérant à cette politique a effacé une de ses rares belles pages. Les répercussions internationales seront lourdes de conséquences. Et les répercussions sur la politique intérieure française le seront aussi. Mais ce qui nous importe le plus, pour le moment, c'est d'examiner les nécessités de notre lutte en Espagne par rapport à la nouvelle situation. Nous parlerons de cela une autre fois. Aujourd'hui nous éprouvons une émotion trop poignante et troublante en voyant se confirmer la sagesse du proverbe populaire: «*Que Dieu me garde de mes amis. Quant à mes ennemis, je m'en charge*».

L'Espagne, entourée d'ennemis déclarés et de faux-amis n'en continuera pas moins son propre chemin, Nous voudrions avec toute notre filiale tendresse pour ce peuple magnifique, que ce chemin conduisit vers les cimes lumineuses du triomphe. Mais même s'il nous conduisait vers le plus profond abîme de la défaite, nous aurions toujours le réconfort et l'honneur d'avoir voulu être avec les victimes innocentes et non avec les assassins d'êtres désarmés; d'avoir défendu la cause sacrée de la liberté et de la justice et non le retour à la tyrannie et au privilège féodal; d'avoir participé à la mêlée en prenant notre parti avec décision et d'avoir repoussé l'ignominie avilissante des compromis lâches et stupides.

Camillo BERNERI.
